



ABONNEMENTS

Un an : Six mois :
Suisse . . . 6 fr. 3 fr.
Union postale . 12 » 6 »
On s'abonne à tous les bureaux de poste

Paraissant le mercredi et le samedi, à Bienne

ANNONCES

Provenant de la Suisse . . . 20 ct. la ligne
» de l'étranger . . . 25 » »
Minimum d'une annonce 50 centimes
Les annonces se paient d'avance

Organe de la Société intercantonale des industries du Jura, des Chambres de commerce, des Bureaux de contrôle et des Syndicats industriels.

Secrétariat de la Société intercantonale des industries du Jura

Communication aux intéressés

Objet:

Projet d'une nouvelle loi fédérale sur les transports de marchandises par chemins de fer et bateaux à vapeur.

M

Le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, envoie à ses sections, en date du 1^{er} septembre courant, la circulaire, sous N° 152, dont voici la traduction:

« Le Conseil fédéral, en terminant le message accompagnant la convention internationale concernant le transit des marchandises sur les lignes ferrées, présentée aux chambres fédérales, a exprimé l'opinion que le droit international devait être appliqué, dans la mesure du possible, au parcours intérieur et que cette application nécessiterait une révision de la loi actuellement en vigueur, du 20 mars 1875.

« Dans cet ordre d'idées, le département fédéral des chemins de fer, a chargé Monsieur de Seigneux, avocat et président de la cour de cassation à Genève, qui a exercé une action prépondérante dans les négociations de la convention internationale, de s'occuper des travaux préliminaires et, à l'aide de ceux-ci, d'élaborer le projet d'une nouvelle loi.

Ce projet reste sur le terrain que le Conseil fédéral a indiqué. Il se borne formellement à édicter des prescriptions pour les transports de marchandises. Le projet laisse intactes les dispositions relatives aux transports de personnes et de bagages, lesquels restent régis, par les articles y relatifs de la loi de 1875. La raison de cette manière de faire, est que, dans un avenir prochain, des négociations internationales, concernant légalement les prescriptions des transports de personnes et de bagages, sont en perspective et que, si, comme on peut le prévoir, ces dernières aboutissent, le droit intérieur devra, sans aucun doute, être aussi mis en harmonie avec les résultats de ces négociations. Il ne serait dès lors pas utile, ni opportun de réviser entre temps les dispositions de la loi actuelle à cet égard, cela d'autant plus que celles-ci ne sont pas spécialement critiquées d'aucun côté.

« Cette procédure aura pour conséquence de séparer à l'avenir la législation sur les transports de marchandises d'une part, et la législation sur les transports de personnes et bagages d'autre part, ainsi que ce sera le cas pour les conventions internationales. Cela permettra de suivre, dans le droit intérieur, la même classification des articles que celle employée dans le droit international, ce qui est d'une grande importance pratique.

« Le département fédéral des chemins de fer, a l'intention de soumettre, courant du mois d'octobre, ce projet à une discussion contradictoire, à laquelle seront appelés les représentants des cercles les plus directement intéressés, c'est à dire les compagnies de chemin de fer et le commerce, ainsi que des juristes. Dans ce but, le département a chargé le Vorort de désigner deux ou trois représentants du commerce, qui seraient disposés à assister à cette discussion et qualifiés pour cela. Afin que nous puissions donner à ces délégués les instructions nécessaires, il est désirable que nos sections manifestent leur opinion sur le projet de loi. Nous vous prions par conséquent de soumettre ce projet à l'examen de vos membres et de nous signaler, jusqu'à fin septembre courant, au plus tard, les modifications que vous désirez y voir apporter, ainsi que les motifs à l'appui de ces modifications proposées. »

Recevez, etc.

Au nom du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie:

Le président:

C. Cramer-Frey.

Le secrétaire par intérim:

Richard.

Le secrétariat soussigné, en communiquant le texte traduit de la circulaire ci-dessus, prie tous les intéressés qui voudraient examiner le projet de loi en question, dont il n'a qu'un seul exemplaire (texte allemand) à sa disposition, de lui en demander communication. Il n'est matériellement pas possible de faire traduire en français ce volumineux travail, car non seulement cette opération serait au-dessus de nos ressources budgétaires, mais le temps nécessaire à la traduction ne peut être pris sur le délai accordé pour les observations à présenter.

Il ne reste dès lors aucun autre moyen de procéder, que l'étude dans le texte original,

qui sera envoyé à tour de rôle, à ceux qui en feront la demande au secrétaire soussigné.

La Chaux-de-Fonds, le 7 septembre 1891.

James Perrenoud.

L'assurance en cas de maladie et d'accident

(Suite.)

Une question non moins importante est celle de savoir jusqu'à quel point, en cas de traitement à l'hôpital, on devra faire une diminution de l'indemnité de maladie. Pour les personnes vivant seules, qui n'ont à s'occuper que d'elles-mêmes, cela apparaît comme s'entendant de soi-même, puisque dans ce cas l'entretien complet est épargné et qu'ainsi sans indemnité il n'en résulte pas un appauvrissement. Mais il en est autrement pour les chefs de ménage et en général pour ceux qui ont à s'occuper de l'entretien d'autres personnes; il est vrai qu'en cas de traitement à l'hôpital, leur entretien est aussi épargné, mais celui-ci ne joue pas un rôle tellement considérable dans les grands ménages où les conditions de la nourriture sont limitées. Il y aura beaucoup de cas de grands ménages, notamment dans les classes de salaires inférieures, où on ne pourra faire aucune diminution de l'indemnité de maladie, si on veut éviter de pousser le ménage dans la nécessité. L'absence seule du chef de ménage constitue déjà en elle-même dans la plupart des cas un sérieux dommage pour le ménage. Mais si l'on veut autoriser les caisses de malades à faire une diminution en cas de traitement à l'hôpital, cette diminution ne devra pas dépasser le quart de l'indemnité de maladie.

Les caisses de malades en Suisse accordent déjà actuellement, dans leur grande majorité, les secours dès le premier jour de maladie, il apparaît comme s'entendant de soi-même, que cette pratique doit aussi devenir une prescription de la loi.

Mais il y a lieu d'examiner encore la question de la durée des secours. En Allemagne cette durée est fixée à 13 semaines au moins. En Suisse, pour les deux tiers au moins des caisses de malades, la durée des secours est déjà actuellement pour les assurés de plu

de 13 semaines ou trois mois. Il pourrait dès lors être recommandable de fixer légalement à 6 mois le minimum de durée des secours pour la même maladie et avec la même indemnité de maladie. Les caisses de malades resteraient naturellement libres de dépasser ce minimum légal. Mais alors il faut se demander, s'il n'y a pas lieu d'exiger aussi que pour la durée de secours dépassant le minimum légal, l'indemnité de maladie doive rester la même.

Pour répondre à cette question, il faut se rendre compte avec une parfaite clarté de la pensée fondamentale de l'assurance en cas de maladie. La Confédération ordonne l'obligation d'assurance pour toutes les personnes salariées ou au service d'autrui, dont le revenu du travail ne dépasse pas la somme de 2500 ou 3000 francs par an. En se soumettant à cette obligation, les assurés doivent acquiescer le droit de couverture du dommage économique, en cas d'incapacité de travail résultant de la maladie. L'institution de droit public créée par l'Etat, au moyen de l'assurance, doit empêcher que la position économique des assurés soit compromise, par suite d'une maladie passagère et curable; mais ceci ne peut avoir lieu que si l'indemnité de maladie à payer est correspondante au salaire journalier, aussi longtemps que durera l'incapacité de travail. La diminution de l'indemnité de maladie signifie l'aggravation immédiate des conditions économiques de l'assuré.

Tant que l'assurance en cas de maladie reposera dans son essence sur la capacité de contributions des assurés, elle sera limitée dans la durée des secours par la solvabilité des assurés. Elle ne peut absolument pas dans les conditions actuelles se transformer en une assurance en cas d'invalidité et de vieillesse, car il est impossible aux ouvriers de procurer les ressources nécessaires dans ce but, au moyen de leurs salaires. L'assurance en cas d'invalidité et de vieillesse repose en outre sur d'autres bases que l'assurance en cas de maladie; celle-ci se rapporte à des circonstances passagères, la première à un état de choses durable.

Il faut donc fixer une limite et celle-ci ne peut être que dans la mesure du temps. La question de savoir si la loi doit déterminer un maximum de la durée des secours, ou si cette disposition doit être abandonnée aux caisses de malades, n'est qu'une affaire d'opportunité; mais on doit, par contre, attacher une importance de principe à la question de savoir si l'indemnité de maladie doit rester la même durant toute la durée des secours, y comprise celle qui dépasse le temps minimum légal. La diminution de l'indemnité de maladie ne répond plus au caractère de l'assurance en cas de maladie; dans l'état actuel des salaires elle signifie appauvrissement et devrait être complétée par l'aumône. Une diminution de l'indemnité de maladie ne devrait être appliquée que comme menace et punition contre la simulation et autres abus envers la caisse.

Envisagée à ce point de vue, la question du paiement de l'indemnité de maladie au delà du minimum légal de six mois par exemple, apparaît sous un autre jour. Il est douteux qu'une caisse de malades, en continuant la même indemnité de maladie, puisse aller au delà d'une durée de secours de neuf mois, si l'on ne veut pas outrepasser la force de contributions des assurés. Comme l'indemnité de maladie, à calculer d'après les classes de salaires, ne serait naturellement payée que pour les jours ouvrables et que ceux-ci sont comptés à 300 par an, le nombre des jours de secours serait d'après cela de 150 au minimum et de 225 au maximum. Il n'existe en Suisse que peu de caisses de malades qui

ailent au delà de cette durée de secours; ce sont presque exclusivement celles qui ont limité l'indemnité de maladie à un taux très-modeste.

Ce maximum doit être interprété comme suit: le maximum d'indemnité de maladie ne sera payé qu'une fois pour la même maladie, lors même que celle-ci aurait été interrompue par de courtes périodes de capacité de travail. Une plus longue durée de la même maladie ou une rechute de celle-ci devrait être considérée comme invalidité, pour laquelle la caisse de malades ne peut pas intervenir. Il faudra aussi protéger les caisses de malades contre une trop forte mise à contribution de la part de personnes faibles, qui dans un espace de temps limité se trouvent atteintes de diverses maladies. Les personnes qui, par exemple ont reçu des secours durant 450 jours pendant une période de trois années, qui ont été ainsi malades la moitié du temps, devront être considérées comme invalides, pour cause d'impuissance de résistance contre la maladie. Ces personnes, avant de pouvoir être réintégrées dans les droits et avantages des membres de la caisse de malades, auraient en tous cas et préalablement à fournir la preuve d'une capacité de travail ininterrompue de plusieurs années. Il est sans aucun doute pénible d'avoir à introduire de pareilles restrictions; mais sans celles-ci il serait impossible aux assurés de procurer les moyens nécessaires à l'assurance en cas de maladie.

Si les assurés ne peuvent se procurer qu'avec beaucoup de peines les moyens pour la couverture de la perte du salaire des malades, on doit se demander comment on se procurera les ressources pour les soins médicaux, la pharmacie et le traitement à l'hôpital. Cette question est traitée dans la statistique des accidents, pages 147 à 150, et l'intervention de l'Etat y est motivée comme nécessaire. Si les ouvriers se prononçaient autant que possible unanimement pour une pareille solution de la question, elle pourrait dès lors ne pas rencontrer de grandes difficultés. La Confédération pourrait se procurer les ressources par l'introduction du monopole des allumettes depuis longtemps mûr dans l'opinion publique; cette introduction aurait encore pour conséquence de délivrer définitivement les ouvriers de cette industrie des dangers de l'empoisonnement par le phosphore jaune. Il paraît aussi opportun d'aborder ici la question de la gratuité des ensevelissements; dans plusieurs cantons cette question est déjà résolue; une solution fédérale ne se heurterait pas à de grandes difficultés, notamment si la Confédération intervenait par des subsides importants.

Après ce qui précède il ne reste plus rien à ajouter aux diverses questions prises séparément. On pourrait peut-être supposer que les développements qui précèdent sont une réponse toute indiquée dans la bouche de ceux qui sont appelés à répondre; ceci n'est cependant nullement intentionné. Vu la grande disparité des dispositions statutaires des nombreuses caisses de malades, il était à craindre que les réponses à donner en soient influencées et par là même tellement divergentes, qu'il eût été impossible de les rassembler en vue de conclusions d'ensemble justes, pratiques et réalisables. Il a dès lors paru nécessaire d'exposer, comme point de ralliement de discussion, les prévisions que possèdent le secrétariat ouvrier concernant les indemnités que l'on doit chercher à obtenir de l'assurance en cas de maladie; les opinions adhérentes ou divergentes pourront se grouper autour de ces prévisions. Les personnes appelées à répondre qui auraient d'autres opinions sur l'un ou l'autre point,

trouveront dans le questionnaire l'occasion de les exprimer.

L'indemnité de maladie ne peut revenir qu'à la victime; elle ne peut être ni saisie, ni confisquée, selon les prescriptions mêmes de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite.

Loi sur les fabriques et syndicats obligatoires

La commission du Conseil national chargée d'examiner le rapport du Conseil fédéral sur les deux propositions de MM. Comtesse et Decurtins (loi sur les fabriques), sur l'arrêté des Chambres en date du 24 juin 1889 demandant une rédaction plus précise de l'article 12 de la même loi (heures supplémentaires pour travaux accessoires), et sur la motion de MM. Cornaz, Gavard, Moriaud, etc. (syndicats obligatoires) a tenu séance à Neuchâtel les 3 et 4 septembre.

La commission est composée de MM. Abegg (Zurich), Bangerter (Berne), Comtesse, Decurtins, Hediger (Zoug), colonel Kunzli et Favon, qui la préside. Elle était au complet.

Le Conseil fédéral a pris deux arrêtés en exécution de deux des motions susvisées.

La motion Comtesse demandait qu'il fût remédié aux inégalités dans l'application de la loi sur les fabriques, qui résultent des critères adoptés (nombre des ouvriers, moteur mécanique, etc.).

Le Conseil fédéral, en vertu du droit qu'il possède de procéder par voie d'arrêtés à des applications extensives de la dite loi, a décidé de soumettre à ses prescriptions:

a) Les exploitations qui travaillent avec plus de 5 ouvriers et emploient des moteurs mécaniques, ou occupent des personnes âgées de moins de 18 ans, ou présentent des dangers particuliers pour la vie ou la santé des ouvriers;

b) Les exploitations occupant plus de dix ouvriers et ne présentant aucune des conditions mentionnées à la lettre a;

c) Les exploitations occupant moins de six ouvriers et présentant des dangers exceptionnels pour la santé et la vie des ouvriers, ou celles occupant moins de onze ouvriers et présentant le type évident des fabriques.

En réponse à la motion réclamant une rédaction plus précise de l'article 12 (travaux accessoires), le Conseil fédéral, après avoir entendu séparément des délégations de patrons et d'ouvriers, est arrivé à une rédaction approuvée des deux parties pour la définition des travaux qui doivent être en général considérés comme accessoires. Il a supprimé, sur de nombreuses réclamations, la demi-heure supplémentaire accordée aux filatures de coton pour nettoyage.

La commission a décidé à l'unanimité de proposer la ratification pure et simple de ces dispositions nouvelles.

Elle a toutefois exprimé quelque surprise d'apprendre que ces arrêtés, en date du 3 juin dernier, ont été mis en vigueur, avant qu'elle pût délibérer. Elle aurait eu peut-être quelques amendements à proposer, mais il est impossible d'introduire coup sur coup des modifications dans l'application de la loi sur les fabriques; ce serait la confusion.

Au fond, la commission unanime pense d'ailleurs que le Conseil fédéral a eu raison de se borner à des modifications partielles et qu'au point de vue politique et économique l'heure serait très mal choisie pour entreprendre une révision générale de la loi sur les fabriques. Il faut se contenter, pour le moment, de faire appliquer les dispositions actuelles avec toute l'exactitude et la régularité possibles.

La motion Decurtins conclut à astreindre les tribunaux à la publication des jugements intervenus pour contraventions à la loi sur les fabriques.

C'est le système anglais, qui a donné, dit-on, d'excellents résultats.

Le Conseil fédéral répond négativement à cette motion; il suffit d'après lui que les gouvernements cantonaux communiquent annuellement aux inspecteurs la liste des infractions.

La Commission, dans sa majorité, a estimé qu'il y avait mieux à faire. Fidèle à sa pensée maîtresse, qui est de se borner, pour l'instant, aux mesures destinées à procurer une meilleure application de la loi existante, elle propose que tous les jugements sur contraventions soient communiqués au Conseil fédéral, qui donnera à ces documents la publicité qu'il jugera utile (angemessen). La Commission de gestion et chaque député pourront ainsi en prendre annuellement connaissance. Mais les noms des fabricants condamnés ne seront pas publiés comme en Angleterre. Il suffit, pour atteindre le but, qui est d'obtenir une meilleure exécution de la loi dans certains cantons où l'autorité manque absolument de vigueur, de pouvoir publier et comparer les espèces.

La Commission formule en outre le vœu que le Conseil fédéral, sans créer plus de quatre districts d'inspection, afin que les inspecteurs ne soient pas trop localisés et spécialisés, avise à augmenter le personnel chargé de veiller à l'application de la loi sur les fabriques, les nouvelles dispositions prises augmentant notablement le nombre des ateliers et des ouvriers soumis à cette loi. On compte, très approximativement, que cette augmentation sera de 2,000 ateliers et 100,000 ouvriers.

Enfin, l'idée a été émise qu'il serait peut-être utile, afin d'assurer l'application régulière et égale de la loi, d'édicter un règlement unique contenant quelques dispositions générales; on observe actuellement de très grands écarts entre les règlements des diverses fabriques. Mais la commission se borne à soumettre l'idée à l'examen, sans formuler un vœu qui pourrait conduire au remaniement des dispositions fondamentales de la loi elle-même.

En ce qui concerne les syndicats obligatoires, la commission a jugé l'objet assez important pour être traité pour lui-même; elle pense que cette institution sort du cadre de la loi sur les fabriques. Les avis de ses membres sont divers, plusieurs déclarent n'avoir pas encore d'opinion faite, mais tous pensent que la question doit être posée et étudiée avec le plus grand soin, vu l'intérêt qu'elle présente. Aussi la commission a-t-elle pris acte avec satisfaction de la déclaration de quelques-uns de ses membres, qui ont annoncé pour la prochaine session de décembre, le dépôt d'un projet de loi sur la matière.

Telle est la substance des décisions de la commission; les motifs en seront exposés dans un rapport dont la rédaction a été confiée à MM. Favon et Decurtins.

Prescriptions de douane. — Dans l'intérêt des expéditeurs nous faisons remarquer que pour l'importation d'horlogerie en France, la seule désignation, dans les déclarations en douane, de « montres métal » est insuffisante lorsque le contenu d'un colli se compose de montre métal doré ou en partie doré, attendu que dans ce cas la déclaration

du contenu doit être faite par : « montres métal doré ».

Lorsque les déclarations mentionnent simplement « montres métal » alors qu'il s'agit de montres métal doré ou en partie doré, les douanes françaises dressent procès-verbal pour fausse déclaration, ce qui occasionne un retard dans le transport, des frais et des amendes.

BUREAUX DE CONTROLE

Contrôle des ouvrages d'or et d'argent. Poinçonnements opérés en août 1891, dans quelques bureaux

<i>Bienne</i>	
Boîtes or et argent	31,974
Anneaux » » »	4,802
Objets de bijouterie	226
Total	37,002

<i>Chaux-de-fonds</i>	
Boîtes or	25,388
Boîtes argent	3,436
Anneaux or et argent	2,268
Total	31,092

<i>Granges</i>	
Savonnets or et arg ^t	3,730
Lépines or et argent	9,599
Anneaux argent	1,758
Total	15,087

Liste des marchands horlogers actuellement à la Chaux-de-Fonds à l'hôtel de la Fleur - de - Lis : Liste dressée lundi 7 septembre 1891, à 5 heures du soir : MM. Trilla, Espagne. — Cohn, Vienne. — Curgimi Rolandi, Milan. — Frankel, Francfort.

Le rédacteur responsable : Fritz HUGUENIN.

Un ouvrier quadracturier

de la vallée préférablement, bien au courant de la fabrication mécanique de la répétition, trouverait de l'occupation comme visiteur, dans une fabrique d'ébauche, qui vient de s'organiser pour l'exploitation d'un nouveau genre de répétition simple, bon marché et breveté.

Adresser les offres sous initiales B. S. au bureau du journal. 1520

VISITEUR

Une maison d'horlogerie du Val de St-Imier cherche un horloger consciencieux et capable pour visiter les montres en dernier ressort, après le terminage.

Il aurait aussi à s'occuper de la surveillance générale de la fabrication. Adresser les offres et présentation au Bureau du journal sous lettres E.B.F. 1521

FABRIQUE DE BOITES

argent et galonné

Variétés pour tous pays. — Boîtes Dueber, Box cases, etc.

USINE HYDRAULIQUE

KRAMER & MOSER
BIENNE

Plusieurs récompenses aux expositions
Médaille d'argent Paris 1889 1234

Fabrique de galonné, pendants, anneaux et couronnes

Canons olives

1389

Spécialité de pendants ronds GALONNÉ et ARGENT d'une pièce sans soudure

MARTHALER & MATHEY

Pasquart BIENNE

Pendants ovales soignés — Couronnes poussettes indépendante.

Balanciers compensés et façon compensés trempés pour couper
tous genres, grandeurs et prix

C. HUGUENIN-THIÉBAUD & FILS
PONTs-MARTEL (Suisse)

Maison fondée en 1848 1496

Récompenses à plusieurs expositions. — Outillage mécanique.
Force motrice. — Prix-courants détaillés à disposition.

A. DOUARD

1364

FABRIQUE D'HORLOGERIE
BIENNE

Maison fondée

(SUISSE)

en 1857

MONTRES EN TOUS GENRES
or, argent, nickel et acier

MONTRES 10 A 28""

MONTRES DE VOYAGE
avec et sans quantités

SPÉCIALITÉS POUR L'ANGLETERRE

MONTRES-BRACELETS

BRACELETS PORTE-MONTRES

MONTRES FANTAISIE

HORLOGERIE GARANTIE

Calibre **Verdan & Renfer** établi en 1885 et fabriqué en 13, 14, 18, 19 et 20 lig. verre et savonnette.
Réservé en monopole pour plusieurs pays.



Calibre établi en 1883 et fabriqué en qualité extra soignée en 19, 20 et 21 lig. verre et savonnette.
Se méfier des contrefaçons de qualité inférieure.

MARQUE DE FABRIQUE DÉPOSÉE

EBAUCHES et FINISSAGES à REMONTOIR

Qualité soignée — Interchangeabilité

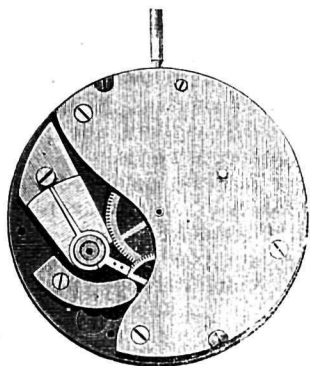
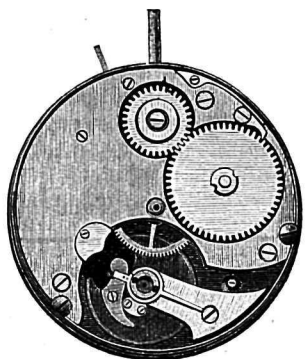
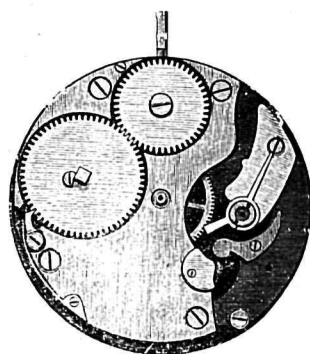
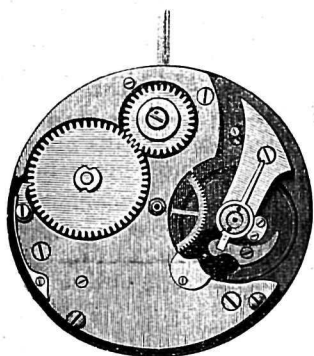
SPECIALITÉ DE CALIBRES PARTICULIERS

VERDAN & RENFER

LYSS (BERNE)

USINE
HYDRAULIQUE

MAISON FONDÉE
EN 1872



Sur commande nous fabriquons toutes les grandeurs, contrainces de mouvements à ponts remontoir en vue, cyl. et ancre, ainsi que différents genres spéciaux tels que: 15 1/4 lig. (6 size) sav., Elgin; 20 lig. sav., Elgin etc.

Ce calibre est imité depuis quelque temps par plusieurs fabriques et fourni par elles sous la dénomination « Calibre Glashütte ». Il est copié point pour point, sauf un petit changement au mécanisme dessous et la qualité est inférieure.

Ce calibre est fabriqué en 1 3/4, 2 3/4 et 14 lig. et convient tout particulièrement aux fabricants qui désirent établir une bonne montre de dame.

Calibre 3/4 pl., genre anglais avec mécanisme de remontoir dessous, échappement anglais, fabriqué en 15 à 20 lig. à verre, 17 à 20 lig. savonnette.

1442

Occasion exceptionnelle

Dans un des centres de l'industrie horlogère, on offre à vendre ou à louer à des conditions avantageuses une fabrique d'horlogerie avec ou sans machine à vapeur, en très-bon état, pouvant contenir 70 ouvriers, et munie d'un outillage perfectionné pour la fabrication des ébauches.

Prière d'adresser les offres sous chiffres **H 6845 X** à l'agence de publicité **Haasenstein & Vogler**, Genève. 1518

XXXXXXXXXXXX

Quelle fabrique d'ébauches livre le mouvement soigné 19 ou 20 remontoir sous le cadran, pour chronographes en vue?

Donner son adresse au bureau de la « Fédération horlogère » qui transmettra. 1509

XXXXXXXXXXXX

On demande des ouvrières connaissant un peu le repassage et le remontage pour un travail facile et bien rétribué (H 6463 X)

S'adresser fabrique d'horlogerie **J. J. Badollet**, usine des Charmilles, Genève. 1506

Fabrique de verres de montres en tous genres 1038

Ancienne Maison **TASTOIX & BASTARD**
J. BASTARD & REDARD
21, QUAI DES BERGES. 21
A GENÈVE

INDUSTRIA

Un négociant en horlogerie, teneur de livres, marié, 40 ans, références de 1^{er} ordre, entreprendrait représentations, comptabilités, voyages, etc.

Adresser les offres sous chiffres « Alea jacta est » au bureau du journal. 1515

Comptable

sérieux et expérimenté, ayant voyagé l'Allemagne pour l'horlogerie cherche place convenable pour St-Martin ou de suite. 1522

S'adresser au bureau du journal qui indiquera,

XXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXX

FABRIQUE DE BOITES DE MONTRES

Argent, galonné et acier
en tous genres

Finger & Jauslin

Longeau, près Bienne 1268

USINE HYDRAULIQUE

XXXXXXXXXXXX

SOUS PRESSE



pour 1892

Adresser les communications et annonces à l'éditeur

CH. GROS, FILS

St-Imier. 1523



1321

VERRES DE MONTRES

en tous genres. 1431

Vente en gros et détail.

Auguste Gindraux,
Industrie 4
BIENNE.

Horlogers et magasins d'horlogerie qui désirent acheter des

régulateurs en 1^{re} qualité

au prix de fabrique

sont priés de s'adresser à la fabrique de régulateurs de (Macto J 21 ell)

Ruttman et Klein

Kempten (Bavière)

Prix-courants et dessins gratuits et franco. 1320

FABRIQUE D'HORLOGERIE
Frères Bergeon

LOCLE (Suisse)

Maison à Livourne (Italie)

Chronomètres de poche, bulletins d'observatoire. — Montres de précision, bulletins de réglage. — Montres civiles en tous genres (spécialités italiennes). — Spécialités de grandes secondes indépendantes, trois fonctions, échappements cylindre et ancre, mouvements ayant un seul corps de rouage et un seul barillet.

Brevetées en Suisse, en France et en Belgique. 1383

Récompenses obtenues: **Diplôme d'honneur, Zurich 1883, Médaille, Anvers 1885, Médaille d'or, Paris 1889.**

L'imprimerie de la **Fédération horlogère suisse** se recommande à MM. les Horlogers et aux Sociétés pour l'exécution prompte et soignée de tous les travaux dont ils ont besoin.